Documents sauvegardés

Mercredi 4 mars 2026 à 0 h 08

1 document

EUROPRESSE
UNE SOLUTION DE CISION

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde (site web)

3 mars 2026

« L'élection présidentielle de 2027 risque de se transformer en un référendum pour ou contre l'Europe » 3

L'impopularité dont souffre l'UE en France sert de carburant aux extrêmes, alors même que le besoin d'un bouclier européen n'a jamais été aussi fort, souligne dans sa ...

EUROPRESSE
UNE SOLUTION DE CISION

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2026 Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.
0K5sa843THXUfx84g4yCO4bxcfjyPPeEKESkWvp2RVYIpge1BPFHcKmmuLvRFigDiMmE1

news·20260303·LMF·edd×cmofr×c20260303×c66693053232

Nom de la source
Le Monde (site web)
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Internationale
Provenance
France

Mardi 3 mars 2026

Le Monde (site web) • 1112 mots

« L'élection présidentielle de 2027 risque de se transformer en un référendum pour ou contre l'Europe »

Françoise Fressoz

L'impopularité dont souffre l'UE en France sert de carburant aux extrêmes, alors même que le besoin d'un bouclier européen n'a jamais été aussi fort, souligne dans sa chronique Françoise Fressoz, éditorialiste au « Monde ».

L'Union européenne (UE) est devenue tellement impopulaire en France que le risque existe de voir l'élection présidentielle de 2027 se transformer en un référendum pour ou contre l'Europe. La difficulté qu'éprouvent les représentants des partis pro-européens à se rendre audibles auprès de l'électorat populaire face au pouvoir tribunitien de Marine Le Pen, ou à celui de Jean-Luc Mélenchon, et la dérive d'une partie de la droite républicaine, qui conteste désormais, comme le Rassemblement national (RN), la supériorité de certains traités européens sur le droit national sont les symptômes de la crise profonde qui affecte l'un des membres fondateurs de l'UE.

Seulement 38 % des Français conservent une image positive de la construction européenne, selon la dernière enquête Eurobaromètre, publiée le 4 février, et ils ne sont plus que 53 % à juger que l'appartenance à l'UE est « une bonne chose », alors que la moyenne européenne se situe à 62 %. La 17e vague de l'enquête annuelle du Baromètre de la confiance politique, réalisée par OpinionWay, révèle une tendance identique : seulement 9 % des Français estiment que, « pour résoudre les problèmes de la France, il faut donner plus de pouvoirs à l'UE ». La tendance au repli national y est beaucoup plus nette qu'en Italie, en Allemagne ou au Royaume-Uni.

Parmi les arguments utilisés par ceux qui avaient entrepris une dynamique campagne en faveur du non aux référendums européens, un s'est révélé sans fondement : la création de la monnaie unique, dont la gestion a été confiée à la Banque centrale européenne, n'a pas constitué la négation du politique, comme le redoutait, en 1992, lors du référendum sur Maastricht, l'un des ténors du Rassemblement pour la République, Philippe Séguin.

La « bureaucratie » bruxelloise

La soumission de la France à l'« ordolibéralisme allemand » ne s'est pas davantage produite, contrairement à ce que dénonçait Jean-Luc Mélenchon, lors de la campagne référendaire de 2005 sur le traité constitutionnel européen : en évitant à la France d'humiliantes dévaluations du franc par rapport au deutsche mark, l'euro a, au contraire, permis aux dirigeants français de laisser prospérer un système social à la fois généreux et déficitaire qui constitue une exception en Europe. Au vu de cette réalité, le retour au franc a disparu des priorités du RN comme de celles de La France insoumise.

D'autres arguments, qui trouvaient un puissant écho dans l'opinion, alors que les partisans du oui semblaient à la peine, restent cependant d'une brûlante actualité : Philippe Séguin ne cessait de pointer la « bureaucratie » bruxelloise, craignant une coupure entre le peuple et les institutions européennes. La récente décision de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, d'appliquer de façon provisoire le traité de libre-échange avec les pays latino-américains du Mercosur, avant que le Parlement européen ait pu se prononcer, a été dénoncée comme un « déni de démocratie » par le patron de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles en plein Salon international de

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Documents sauvegardés

l'agriculture de Paris. L'image de l'UE n'en est pas sortie grandie.

Pour une partie de la gauche, l'adoption, en 1986, de l'Acte unique et la constitution d'un grand marché européen favorisant la concurrence et le libre-échange ont participé de plain-pied au processus de la mondialisation, qui engendre aujourd'hui un processus de rejet dans la plupart des pays avancés. Lors de la remise de sa Légion d'honneur, le 4 septembre à Bercy, l'économiste Jean Pisani-Ferry, qui avait participé à l'élaboration du projet monétaire européen, a reconnu avoir sous-estimé « l'ampleur du choc… ses conséquences pour l'emploi et les régions affectées, ses incidences politiques », autrement dit la coupure entre ceux qui profitent de la mondialisation et ceux qui s'en sentent exclus, les diplômés, d'un côté, les assignés à résidence, de l'autre.

Le Front national, rejoint par une partie de la droite, insistait, quant à lui, sur le malaise qu'allait engendrer le partage de la souveraineté nationale. Focalisé sur la question migratoire, le sentiment de « ne plus être chez soi » sert désormais de puissant carburant à l'extrême droite en France comme dans beaucoup d'autres pays occidentaux.

Protectionnisme européen

En 2017, Emmanuel Macron avait tenté d'actualiser la fameuse phrase de François Mitterrand : « La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir », en faisant le pari d'une adaptation de l'Hexagone à une mondialisation heureuse. Neuf ans plus tard, l'agression russe contre l'Ukraine, le relèvement des droits de douane américains et le choc de la concurrence chinoise invalident son optimisme, sans complètement le discréditer.

Le président français a en effet été le premier à plaider pour une souveraineté européenne, la nécessité d'une autonomie stratégique face aux désordres du monde. Appliqué à la défense, ce concept trouve aujourd'hui son prolongement sur le plan économique avec le développement de la « préférence européenne », désormais ardemment défendu par Stéphane Séjourné, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la politique industrielle. Ce très proche d'Emmanuel Macron, converti à une forme de protectionnisme européen, défend le principe selon lequel « chaque fois que l'argent public européen est utilisé, celui-ci doit contribuer à la production et aux emplois européens ».

Les nettes divergences apparues ces dernières semaines entre la France et l'Allemagne, piliers de la construction européenne, fragilisent cependant le discours d'Emmanuel Macron. Sur le libre-échange, le rapport aux Etats-Unis, l'élaboration d'un avion de combat européen ou encore le lancement d'un emprunt européen pour investir dans les industries d'avenir, les deux pays ne sont plus en harmonie, au risque de faire resurgir le vieux démon de la rivalité.

Dans ce contexte, la mise en avant par Emmanuel Macron de la dimension européenne du parapluie nucléaire français constitue une tentative de resserrer les rangs derrière la France, avec toutes les conséquences que cela implique en matière de montée en puissance des dépenses militaires et de leur financement, sujets cruciaux en vue de l'élection présidentielle de 2027. Une façon de contrer les extrêmes qui, par leur complaisance envers Vladimir Poutine ou envers Donald Trump, peinent à convaincre qu'ils n'entraîneront pas les Français vers une dangereuse vassalisation. Les dirigeants russe et américain ont en effet pour point commun d'avoir juré la fin de l'UE.

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/03/l-election-presidentielle-de-2027-risque-de-se-transformer-en-un-referendum-pour-ou-contre-l-europe_6669305_3232.html

EUROPRESSE
UNE SOLUTION DE CISION
Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.